

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Cergy-Pontoise, le **14 JAN. 2016**

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle Eau
Guichet unique de l'eau

Affaire suivie par : Mme Petitjean
☎ : 01.34.25. 25.42.
télécopie : 01.34.25.26.88
✉ : nadine.petitjean@val-doise.gouv.fr

Monsieur le Directeur,

Vous avez adressé au guichet unique de l'eau le 28 septembre 2015, un dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, enregistré sous le N° 95-2015-00048, relatif aux travaux nécessaires sur les ouvrages de gestion d'eaux pluviales actuelles sur le lotissement "Le hameau de Vémars", situé sur la commune de Vémars, pour lesquels un récépissé de dépôt de dossier de déclaration vous a été délivré le 7 octobre 2015.

Une demande de compléments a été faite le 13 octobre 2015. Vous avez adressés les éléments de réponse le 17 novembre 2015.

Au vu de ces éléments, le service de la police de l'eau émet un avis favorable à la réalisation de ces travaux.

Dès lors, **vous pouvez entreprendre les travaux à compter de la réception de ce courrier.**

Copies du récépissé et du présent courrier sont également adressés à la mairie de Vémars, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Val-d'Oise (www.val-doise.gouv.fr) durant une période d'au moins six mois.

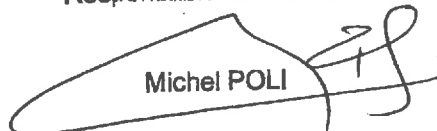
Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Chef de service,
L'adjoint au chef de service
Responsable du Pôle Eau

Monsieur le Directeur
de la société NEXITY FONCIER CONSEIL
A l'attention de Monsieur COMPÈRE
B.P. 83
Résidence du Front du Lac
95880 ENGHIEEN-LES-BAINS

Michel POLI 



PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle Eau

guichet unique de l'eau

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
DE LA SOCIÉTÉ NEXITY FONCIER CONSEIL
CONCERNANT LES TRAVAUX DE GESTION D'EAUX PLUVIALES
POUR LE LOTISSEMENT « LE HAMEAU DE VEMARS »**

COMMUNE : **VEMARS**

DOSSIER N° 95-2015-00048

Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE
DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.**

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6
et R. 214-1 à R. 214-56 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) ;

Vu le décret du 26 janvier 2015 nommant Monsieur Yannick BLANC, Préfet du Val-d'Oise ;

Vu l'arrêté N° 15097 du 2 mars 2015 de Monsieur le préfet du Val-d'Oise donnant délégation
de signature à Monsieur Eric CAMBON de LAVALETTE, directeur départemental des
territoires du Val-d'Oise ;

Vu l'arrêté N° 12535 du 31 août 2015 donnant subdélégation de signature de gestion globale
aux collaborateurs de Monsieur Eric CAMBON de LAVALETTE, directeur départemental des
territoires du Val-d'Oise ;

Vu le dossier de déclaration présenté par la société NEXITY FONCIER CONSEIL déposé au
titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, considéré complet en date du
1^{er} octobre 2015, pour les travaux de rejet d'eaux pluviales du lotissement « le hameau de
Vémars » situé à VEMARS ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

SOCIÉTÉ NEXITY FONCIER CONSEIL
99 rue du général de Gaulle
BP 83 - Résidence du Front du Lac
95880 ENGHIEEN-LES-BAINS

L'opération relève de la rubrique suivante, répertoriée à l'article R 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1% / Supérieure à 1 hectare mais inférieure à 20 hectares.	Déclaration	////

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le **1^{er} décembre 2015** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration considéré complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant **maximum de 1500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de **Vémars**, où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise durant une période d'au moins six mois (www.val-doise.gouv.fr).

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy – 2/4 boulevard de l'Hautil – 95 000 Cergy-Pontoise, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la **mairie de Vémars** par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

FAIT A CERGY LE, - 7 OCT. 2015

Le chef de Service,

L'adjoint au chef de service
Responsable du Pôle Eau

Michel POLI 

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.